

Égypte-Turquie-Israël : Petits jeux diplomatiques pour puissance(s) régionale(s)

samedi 23 juillet 2016, par [RYON \(du\) Bertold](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juillet 2016).

Le jeu des alliances au Proche et au Moyen-Orient évolue, une fois de plus, de manière à première vue surprenante.

Dimanche 10 juillet, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukri, s'est rendu en Israël pour une première visite depuis neuf ans. À l'époque, en juillet 2007, son prédécesseur de l'époque (Ahmed Aboul Gheit) s'était rendu à Jérusalem avec son homologue jordanien, Abdelelah Al-Khatib. Mais cette fois-ci, le ministre Choukri s'est laissé prendre en photo dans deux réunions, dont l'une avait lieu dans la résidence personnelle du Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. Une première et donc un symbole d'autant plus fort.

Deux semaines plus tôt, le dimanche 26 juin le gouvernement de l'État sioniste avait pu conclure un accord avec le gouvernement turc, mettant officiellement fin à un contentieux vieux de six ans. Le 31 mai 2010, des troupes israéliennes avaient donné l'assaut en Méditerranée, contre le navire turc « Mavi Marmara », tuant dix ressortissants turcs. Le bateau faisait partie de la flottille pour Gaza. Cela jeta un froid dans les relations officielles entre les deux États. Jusqu'ici, Israël et la Turquie, deux puissances militaires travaillant avec les structures de l'Otan (dont la Turquie est membre depuis 1952) en Méditerranée, avaient été stratégiquement proches.

Excuses croisées...

Depuis la fin juin, la crise diplomatique semble donc soudainement réglée. Le pouvoir turc renonce désormais aux poursuites judiciaires, qu'il avait lancées contre Israël. Initialement, la Turquie d'Erdogan avait posé trois conditions pour une reprise des relations : des excuses publiques israéliennes, une indemnisation financière des familles des victimes turques de 2010, et un abandon du blocus imposé à Gaza. Les deux premières conditions ont été partiellement satisfaites, surtout en termes financiers, puisque Israël va verser 20 millions de dollars (18 millions d'euros) pour clore le dossier. En revanche, il n'y aura pas de libre accès au port de Gaza, même si la Turquie pourra livrer des biens pour Gaza au port israélien d'Ashdod, d'où les Israéliens les achemineront... ou pas !

Turcs et Égyptiens auraient-ils donc abandonné leurs critiques à l'égard d'Israël, l'occupation de la Palestine serait-elle donc terminée ou acceptée ? En réalité, les comportements des deux gouvernements - à Ankara et au Caire - ne sont pas si liés que cela. Concernant le pouvoir turc, dans le même mouvement, il s'est aussi rapproché d'un autre pays avec lequel les rapports étaient entrés en crise : la Russie. Et cette fois-ci, c'est le président Erdogan qui le 27 juin s'est excusé - chose qui ne lui ressemble guère - auprès de son homologue Vladimir Poutine, demandant aussi de « restaurer les relations traditionnellement amicales » entre les deux pays. L'objet de ses excuses concernait l'avion russe abattu par l'armée de l'air turque en novembre 2015, aux confins de la Syrie.

Qui aura l'hégémonie ?

La réalité, c'est surtout qu'Erdogan, dans sa recherche d'un rôle de grande puissance régionale, était allé trop loin dans l'isolement. Historiquement, le leader de l'AKP (islamiste), arrivé au pouvoir en 2003, avait suivi une politique du « zéro ennemi » dans la région : ami avec le régime syrien de Bachar el-Assad (les deux hommes sont même partis en vacances ensemble...), négociant un temps avec les Kurdes du PKK, etc. Mais à partir de 2011, Erdogan a rompu avec cette politique : il croyait que le « printemps arabe » allait lui donner un rôle de leader régional (l'AKP devenant le « modèle » de parti « islamiste libéral » au pouvoir que les Frères musulmans devaient imiter), que le régime syrien d'Assad allait rapidement chuter, et que le régime turc apparaîtra comme le protecteur des sunnites dans la région. Puisque ce scénario ne s'est pas réalisé, Erdogan est aujourd'hui obligé de composer avec d'autres puissances.

Concernant l'Égypte, c'est une autre affaire. Depuis l'arrivée au pouvoir du militaire al-Sissi suite au renversement du gouvernement islamiste en 2013, la diplomatie du pays s'aligne surtout sur son allié et créancier saoudien et sur d'autres puissances conservatrices du Golfe. Or, ce bloc sunnite-réactionnaire, s'il n'admet pas entretenir des relations avec Israël pour des motifs religieux, entretient bien des relations avec l'État sioniste en sous-main (avec les USA dans le rôle d'arbitre...). Avec la réapparition de l'Iran en tant que puissance régionale, mais surtout depuis l'accord des grandes puissances avec Téhéran en juillet 2015, il n'a plus qu'une seule préoccupation : endiguer l'influence iranienne. Or, au côté d'Israël, on se retrouve contre cet ennemi commun.

Bertold du Ryon

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 346 (21/07/2016) :

<https://npa2009.org/actualite/international/egypte-turquie-israel-petits-jeux-diplomatiques-pour-puissances-regionales>